I – DECISIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 6 FEVRIER 2017

ADMINISTRATION GENERALE................................................................. p3
  • Election Vice-Président et membre associé du Bureau
  • Avenant au règlement intérieur du Sicoval

FINANCES.................................................................................................. p 13
  • Débat d’orientation budgétaires 2017
  • Ouverture des crédits budgétaires 2017

RESSOURCES HUMAINES....................................................................... p 19
  • Créations d’emplois
  • Création d’emplois SSIAD

URBANISME ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE............................ p 26
  • Représentation du Sicoval au SMEAT
  • Accord pour l’approbation du PLU de la commune de Labège

DEVELOPPEMENT ET ANIMATION ECONOMIQUE.............................. p 33
  • Dérégation au travail du dimanche pour les commerces de détail accordée par le maire pour 2017

INNOVATION ET ACTION SOCIALE...................................................... p 37
  • Projet de fonctionnement des Relais Assistants Maternels du Sicoval 2017-2020

I – DECISIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 27 FEVRIER 2017

TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS...................................................... p 41
  • Avis du Sicoval dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées sur le Projet Mobilités 2020-2025-2030 porté par le SMTC Tisséo
ADMINISTRATION GENERALE


**PROCÈS-VERBAL**

du Conseil de Communauté,

**SYNDICAT-INTERCOMMUNAL (OU COMMUNAUTÉ D’AGGLOMÉRATION)**

**DU SIGVAL**

**NOTE:** Ce procès-verbal doit être transmis, manuscrit ou sur le registre des délibérations du Comité (ou du Conseil) aux membres du Comité de Communauté, qui s’assemblent à la séance du 20 février à 20 heures.

Les membres du Comité de Communauté, qui ont été conviés par l’organisme délibérant, se sont réunis en séance publique la semaine du 08 février à 20 heures.

**Présence:** MM. les délégués : (indiquer les noms et prénoms) (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Collectivités</th>
<th>Délégués</th>
<th>Collectivités</th>
<th>Délégués</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>11</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>13</td>
<td>3</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>15</td>
<td>4</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>17</td>
<td>5</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>19</td>
<td>6</td>
<td>20</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Absents:** MM. (indiquer les noms et prénoms des délégués titulaires absents):

La séance a été ouverte sous la présidence de M. Jacques OBERTI, Président, qui, après l’appel nominal, a donné lecture des résultats constatés aux procès-verbaux des élections et a déclaré installer MM. (indiquer les noms des délégués titulaires) (2):

dans leurs fonctions de délégués.

M., le plus âgé des membres du Comité, a pris ensuite la présidence.

Le Conseil a choisi pour secrétaire M.

**ÉLECTION du PRÉSIDENT**

**PREMIER TOUR DE SCRUTIN**

Le Président, invitant le Comité (ou le Conseil) à procéder au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l’élection d’un président.

Chaque délégué, à l’appel de son nom, a remis, fermé, au Président, son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après:

*Nombre de bulletins trouvés dans l’urne*

A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés

Majorité absolue (3)
Envoyé en préfecture le 08/02/2017
Reçu en préfecture le 08/02/2017
Affiché le
ID : 031-243100833-20170206-PV_8EMEVP5EMEMA-AU

(4) Mettre le nombre de voix en lettres.
(5) Mettre le nombre de voix en chiffres.
(6) Les lignes qui seront données être biffées si aucun des candidats n’obtient la majorité absolue.
(7) Si la nomination a lieu au 1er tour, en partie immédiatement, à l’élection du vice-président et la partie du procès-verbal ci-contre doit être biffée.
Si aucun des candidats n’a obtenu la majorité absolue au 1er tour de scrutin, on procédera à une seconde opération dont les résultats seront consignés ci-contre.

DEUXIEME TOUR DE SCRUTIN (7)
Le second tour de scrutin a donné les résultats suivants :
Nombre de bulletins trouvés dans l’urne .........................................................
A déclarer : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître .............................................
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés ..........................................
Majorité absolue (3) ...........................................................................

M. (6) a été proclamé président.

TROISIEME TOUR DE SCRUTIN (8)
Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants :
Nombre de bulletins trouvés dans l’urne .........................................................

M. (6) ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamé président et a été immédiatement installé.

ÉLECTION du VICE-PRÉSIDENT
Il a été procédé ensuite dans les mêmes formes, et sous la présidence de M. élu président, à l’élection du vice-président.

LE DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN A DONNÉ LES RÉSULTATS SUIVANTS :

PREMIER TOUR DE SCRUTIN
Nombre de bulletins trouvés dans l’urne .........................................................
A déclarer : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître .............................................
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés ..........................................
Majorité absolue (3) ...........................................................................

M. (6) ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamé président.
### ÉLECTION du .....

#### PREMIER TOUR DE SCRUTIN

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de bulletins trouvés dans l'urne</th>
<th>{ M. }</th>
<th>{ M. }</th>
<th>{ M. }</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître</td>
<td>voix (4)</td>
<td>voix (5)</td>
<td>voix (6)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Majorité absolue (3)</th>
<th>(4)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>{ M. }</td>
<td>voix</td>
</tr>
<tr>
<td>{ M. }</td>
<td>voix</td>
</tr>
</tbody>
</table>

A ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamé.

#### DEUXIEME TOUR DE SCRUTIN (9)

Le second tour de scrutin a donné les résultats suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de bulletins trouvés dans l'urne</th>
<th>{ M. }</th>
<th>{ M. }</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître</td>
<td>voix</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Majorité absolue (3)</th>
<th>(4)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>{ M. }</td>
<td>voix</td>
</tr>
<tr>
<td>{ M. }</td>
<td>voix</td>
</tr>
</tbody>
</table>

M. a été proclamé vice-président.

#### TROISIEME TOUR DE SCRUTIN (10)

Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de bulletins trouvés dans l'urne</th>
<th>{ M. }</th>
<th>{ M. }</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître</td>
<td>voix</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Majorité absolue (3)</th>
<th>(4)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>{ M. }</td>
<td>voix</td>
</tr>
<tr>
<td>{ M. }</td>
<td>voix</td>
</tr>
</tbody>
</table>

M. a ayant obtenu la majorité absolue des voix ou étant le plus âgé des candidats, a été proclamé vice-président.
TROISIÈME TOUR DE SCRUTIN

Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : ..............................................................

<table>
<thead>
<tr>
<th>M.</th>
<th>voix</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>M.</td>
<td>(4)</td>
</tr>
<tr>
<td>M.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ont obtenu... ..............................................

| M. |
| M. |
| M. |

Bulletins blancs ou nuls .................................................................

| M. |

M. étant le plus âgé des candidats, a été proclamé

ayant obtenu la majorité des voix ou

(11) Tous les délégués devront signer sur le registre des délibérations du Comité et sur le procès-verbal où mention devra être faite de la cause qui les aurait empêchés de signer.

Si ce nombre est supérieur à 20, veuillez reporter les signatures sur la liste annexée des membres présents.

Et ont signé les membres présents (11) :

**SIGNATURE DES DÉLÉGUÉS PRÉSENTS** :

(Si le nombre des délégués est inférieur ou égal à 20)

<table>
<thead>
<tr>
<th>M</th>
<th>M</th>
<th>M</th>
<th>M</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
</tr>
<tr>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
</tr>
<tr>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
</tr>
<tr>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
<td>M</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Président

 marca
ÉLECTION du 8ème Vice-Président

PREMIER TOUR DE SCRUTIN

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne...

A déclaré : bulletin blanc ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lequel les votants se sont fait connaître...

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés...

Majorité absolue (M)...

Mme. Bernadette SANMARTIN (47 voix) ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamée 8ème Vice-Présidente.

DEUXIEME TOUR DE SCRUTIN (M)

Le second tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne...

A déclaré : bulletin blanc ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lequel les votants se sont fait connaître...

Reste, pour le nombre de suffrages équivalents...

Majorité absolue (M)...

Mme. Bernadette SANMARTIN (24 voix) ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamée 8ème Vice-Présidente.

TROISIEME TOUR DE SCRUTIN

Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne...

Mme. Bernadette SANMARTIN (24 voix) ayant obtenu la majorité des voix en dans le plus âgé des candidats, a été proclamé...

Le Président du SICOVAL

(SICOVAL)
SUITE DU PROCES-VERBAL
DU 6 FÉVRIER 2017

ÉLECTION du 5ème Membre Associé du Bureau

PREMIER TOUR DE SCRUTIN

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l’urne .............................................................

A déclarer : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans

lesquels les votes ne sont pas clairement visible ...........................................

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés ..................................................

Majesté absolue (5) ........................................................................................................

<table>
<thead>
<tr>
<th>M. Alain SERIEYS</th>
<th>voix</th>
<th>36</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>(M. voix (</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(M. voix (</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(M. voix (</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(M. voix (</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(M. voix (</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>(M. voix (</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ont obtenu ...

Retenue pour le nombre de suffrages exprimés ..................................................

DEUXIÈME TOUR DE SCRUTIN (9)

Le second tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l’urne .............................................................

A déclarer : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans

lesquels les votes ne sont pas clairement visible ...........................................

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés ..................................................

Majesté absolue (5) ........................................................................................................

| M. voix (       |      |
| (M. voix (      |      |
| (M. voix (      |      |
| (M. voix (      |      |

M. Alain SERIEYS (39 voix) 

ont obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamé 5ème membre associé du bureau

TROISIÈME TOUR DE SCRUTIN

Le troisième tour de scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l’urne .............................................................

| M. voix (       |      |
| (M. voix (      |      |

Ont obtenu ...

Bulletins blancs ou nuls ..........................................................................................

M.voie (      |      |

donc le plus âgé des candidats, a été proclamé

Le Président du Sicoval

SICOVAL
L'an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

Date de convocation : le 31 janvier 2017

Étaient présents :

Absents excusés :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

Pouvoirs :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Avenant au règlement intérieur du Sicoval

Monsieur le Président expose à l’Assemblée :

Le règlement intérieur de la communauté d’agglomération a été approuvé lors de la séance du 6 octobre 2014 (délibération 2014-10-11), transmis au contrôle de légalité le 30 octobre 2014.

Son article 30 sur les modalités de vote est ainsi rédigé :

"Le Conseil de communauté vote de l’une des manières suivantes :

- par boîters électroniques
  - procédure ordinaire au scrutin secret :
    Pour une nomination ou représentation, après 2 tours de scrutin secret, si aucun des candidats n’a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l’élection a lieu à la majorité relative, à égalité de voix, l’élection est acquise au plus âgé
  
  - au scrutin public – procédure exceptionnelle par vote public : à la demande du quart des membres présents et sauf si un tiers des membres présents demandent le vote secret, le nom des votants avec la désignation de leur vote sont insérés au compte rendu. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante

EN CAS DE DYSFONCTIONNEMENT DU VOTE ÉLECTRONIQUE

le vote se fera à main levée. Pour les nominations ou représentation, le vote se fera à bulletin secret.

Ce vote à bulletin secret pourra également être utilisé pour toute autre affaire à la demande du tiers des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Ordinairement, le Conseil de communauté vote par boîters électroniques, le résultat en étant constaté par le Président et le ou les secrétaires."

L’analyse faite par l’Agence Technique Départementale rappelle les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-21, et précise que la jurisprudence a consacré le fait que le recours au vote à bulletin secret ne peut être systématique et doit être motivé pour chaque vote.

La généralisation pour l’ensemble des délibérations du vote par boîters électroniques anonymes est donc contraire à cette jurisprudence.

Lors du conseil du 9 janvier 2017 a consacré la fragilité juridique de ces modalités de vote qui nous amène aujourd’hui à amender l’article 30 du règlement intérieur.

Ainsi, en attendant que le logiciel utilisé puisse être paramétré et testé pour fonctionner dans une configuration adaptée quel que soit le mode de vote (ordinaire, public, bulletin secret), les boîters électroniques pourront continuer d’être utilisés pour le vote à bulletins secrets et la rédaction proposée est celle-ci :
"Article 30 : Votes

Le conseil de communauté vote de l'une des manières suivantes :

- procédure ordinaire : à main levée

- au scrutin public – procédure exceptionnelle par vote public : à la demande du quart des membres présents et sauf si un tiers des membres présents s'y opposent, le nom des votants avec la désignation de leur vote sont insérés au compte rendu. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante

- à bulletin secret : à la demande motivée du tiers des membres présents avec utilisation du boîtier électronique ou pour les nominations ou représentations. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Ordinairement, le Conseil de communauté vote à main levée, le résultat en étant constaté par le Président et le ou les secrétaires de séance."

Le Conseil de Communauté décide à la majorité de ses membres présents d'adopter cette délibération.

[Signature]
Le Président,
Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS:
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié au notifié le 16/02/2017
FINANCES
L’an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

Date de convocation : le 31 janvier 2017

Étaient présents :

Absents excusés :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

Pouvoirs :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Nombre de membres : En Exercice : 68 Présents : 48 Votants : 60

Refus de vote : 0 Contre : 0 Abstention : 0 Pour : 60

Objet : Débat d’orientations budgétaires 2017
Monsieur le Président expose à l’Assemblée les éléments du débat d’orientations budgétaires joints en annexe.
Il est proposé de prendre acte du débat d’orientations budgétaires,
Le Conseil de Communauté décide à l’unanimité d’adopter cette délibération.

Le Président,

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 16/02/2017
L'an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

**Date de convocation** : le 31 janvier 2017

**Etaient présents** :

**Absents excusés** :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

**Pouvoirs** :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Ouverture des crédits budgétaires 2017

Monsieur le Président expose à l’Assemblée :

L’article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l’exécutif des collectivités de mettre en recouvrement les recettes et d’engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l’année précédente, et sur autorisation des assemblées délibérantes, d’engager, liquider et mandater les dépenses d’investissement, avant l’adoption du budget de l’année considérée, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent.

Dans l’attente du vote du Budget Primitif 2017 du Sicoval qui sera présenté en mars 2017, il est proposé d’adopter cette mesure afin de faire face aux dépenses budgétaires d’investissement à intervenir avant son vote, dans le cadre de l’exécution des délibérations et décisions prises.

Il est donc proposé d’autoriser l’ouverture des crédits budgétaires pour 2017 à hauteur de 25 % de l’année 2016 pour les investissements votés (hors dette) pour les budgets annexes, et à hauteur de 2.800.000 € pour le budget principal, suivant le tableau détaillé ci-dessous.

**Détail des ouvertures de crédits budgétaires du budget principal (en €)**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitre</th>
<th>20</th>
<th>204</th>
<th>21</th>
<th>23</th>
<th>4561000</th>
<th>456114</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>BG0095 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</td>
<td>7.380,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG0096 ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</td>
<td>100.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG0116 BATIMENTS DIVERS</td>
<td>30.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG0344 MATERIELS EN COMMUN</td>
<td>4.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG0339 OPERATIONS FINANCIERES</td>
<td>150.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG054 SERVICES OFFERTS AUX ENTREPRISES</td>
<td>6.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG055 SUPPORT SERVICES À LA PERSONNE</td>
<td>15.400,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG055 SYSTEME INFORMATION TRANSVERSE ET PROJETS</td>
<td>150.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG057 VOIRIE COMMUNALE</td>
<td>1.261.855,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>175.000,00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG059 SYSTEME INFORMATION METERS</td>
<td>13.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>BG061 CPER 2015-2020</td>
<td>274.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Budget Principal</strong></td>
<td>177.000,00</td>
<td>175.000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td>200.000,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Ouvertures de crédits budgétaires des budgets annexes (en €)**
<table>
<thead>
<tr>
<th>Chapitres</th>
<th>20</th>
<th>21</th>
<th>23</th>
<th>26</th>
<th>27</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Assainissement (HT)</td>
<td>43 560.75</td>
<td>1 353 069.16</td>
<td>1 045 858.51</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Centre Congrès (HT)</td>
<td>6 212.50</td>
<td>10 450.00</td>
<td></td>
<td>24 250.00</td>
<td>55 750.00</td>
</tr>
<tr>
<td>Déchets (TTC)</td>
<td>37 450.00</td>
<td>863 519.26</td>
<td>6 312.61</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Eau (HT)</td>
<td>11 925.00</td>
<td>631 600.00</td>
<td>25 000.00</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Equipements intercommunaux (TTC)</td>
<td></td>
<td>54 107.26</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pépinières (HT)</td>
<td>40 263.45</td>
<td>1 851 145.11</td>
<td>83 125.00</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réseau chaleur (HT)</td>
<td>675.00</td>
<td>113 239.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Conseil de Communauté décide à la majorité de ses membres présents d'adopter cette délibération.

Le Président,

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 8/02/2017
RESSOURCES HUMAINES
L’an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

Date de convocation : le 31 janvier 2017

Etaient présents :

Absents excusés :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

Pouvoirs :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Créations d'emplois

Monsieur le Président expose à l'Assemblée :

Conformément à l'art.34 de la loi n°84-53 du 26/01/84, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Ces emplois doivent être budgétés et les dépenses correspondantes inscrites au budget voté par le Conseil.

Nous devons aujourd'hui créer :

- 1 emploi de catégorie C (cadre d'emploi des auxiliaires de soins) à temps complet
- 1 emploi de catégorie B (cadre d'emploi des animateurs) à temps complet
- 1 emploi de catégorie B (cadre d'emploi des animateurs) à temps non complet 28 heures
- 1 emploi de catégorie A (cadre d'emploi des médecins territoriaux) à Temps non complet 24h
- 1 emploi de catégorie A (cadre d'emploi des attachés territoriaux) à TNC 17h30

Il est proposé :

- d'approuver la création de ces postes et d'autoriser le Président à procéder au recrutement

- d'autoriser le Président, à procéder à un recrutement de fonctionnaire (mutation, liste d’aptitude sur concours …) ou à défaut d’autoriser le président à faire appel à un recrutement par voie contractuelle.

Si le recrutement se fait par voie contractuelle, dans le cadre de l’article 3-3-2°, il se fera lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, parmi un des cas suivants:
- carence de candidatures statutaires
- avantage déterminant du contractuel
- caractère non durable des besoins auxquels il doit être fait face.

Dans ce cas, la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondante et il sera attribué un régime indemnitaire comme prévu par la délibération en vigueur.

- d'inscrire les dépenses correspondantes aux budgets 2017.

Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence.
Le Conseil de Communauté décide à l'unanimité d'adopter cette délibération.

Le Président,

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS.
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 16/02/2017
L’an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

Date de convocation : le 31 janvier 2017

Étaient présents :

Absents excusés :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

Pouvoirs :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Création d'emplois SSIAAD

Monsieur le Président expose à l'Assemblée :

Conformément à l’art.34 de la loi n°84-53 du 26/01/84, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant. Ces emplois doivent être budgétés et les dépenses correspondantes inscrites au budget voté par le Conseil.

Le SSIAAD a un agrément de l'Agence Régionale de Santé lui permettant d'accompagner 76 bénéficiaires, âgés et/ou en situation de handicap. Aujourd'hui pour fonctionner le service fait appel à des personnels vacataires temporaires ou intérimaires. Par ailleurs, l'ARS préconise un ratio d'aides-soignantes qu'elle évalue entre 0.17 et 0.19 qui est calculé de la manière suivante :

\[ \text{Ratio} = \frac{\text{Nombre d'équivalent temps (ETP)}}{\text{Nombre de bénéficiaire}} \]

Actuellement pour le SSIAAD ce ratio est de 0.161 (12,2 ETP / 76)

Il est préconiser donc de créer :

- 2 emplois de catégorie C (cadre d'emploi des auxiliaires de soins) à temps non complet 28 heures

- 2 emplois de catégorie C (cadre d'emploi des agents sociaux) à temps non complet 28 heures

- 1 emploi de catégorie C (cadre d'emploi des auxiliaires de soins) à temps non complet 28 heures

Il est proposé :

- d’approuver la création de ces postes et d’autoriser le Président à procéder au recrutement

- d’autoriser le Président, à procéder à un recrutement de fonctionnaire (mutation, liste d’aptitude sur concours …) ou à défaut d’autoriser le président à faire appel à un recrutement par voie contractuelle.

Si le recrutement se fait par voie contractuelle, dans le cadre de l'article 3-3-2°, il se fera lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, parmi un des cas suivants:

- carence de candidatures statutaires
- avantage déterminant du contractuel
- caractère non durable des besoins auxquels il doit être fait face.
Dans ce cas, la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondante et il sera attribué un régime indemnitaire comme prévu par la délibération en vigueur.

- d’inscrire les dépenses correspondantes aux budgets 2017.

Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence

Le Conseil de Communauté décide à l’unanimité d’adopter cette délibération.

Le Président

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 16/02/2017
URBANISME ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

L'an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

Date de convocation : le 31 janvier 2017

Etaient présents :

Absents excusés :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

Pouvoirs :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SÉRIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Représentation du Sicoval au SMEAT

Monsieur le Président expose à l’Assemblée :

Le Sicoval est adhérent du syndicat mixte dédié à l’entrepreneuriat et mettre en œuvre le schéma de cohérence territoriale de l’agglomération toulousaine.

À ce jour, le Sicoval est représenté au sein de cet organisme par 6 délégués titulaires et 6 suppléants.

- Titulaires :
  - Claude Ducert
  - Alain Serieys
  - Pierre Lattard
  - Henri Arévalo
  - Arnaud Lafon
  - Laurent Forest

- Suppléants :
  - Jacques Oberti
  - Bruno Mogicato
  - Jean-François Roussel
  - Mireille Garcia
  - Gérard Bolet
  - Bernard Duquesnoy

Conformément à l’article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil de communauté procède « à la désignation de ses membres au sein d’organismes extérieurs dans les cas et conditions prévues du présent code et des textes qui régissent ces organismes. La fixation de la durée des fonctions assignées à ces membres ou déléguées ne fait pas obstacle à ce qu’il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. »

Suite à la démission d’Alain Serieys de ses fonctions de vice-président et de délégué au Bureau du SMEAT, il convient de modifier la représentation du Sicoval au sein de cet organisme.

Pour cela, il est proposé

- de désigner Jacques Oberti comme représentant titulaire du Sicoval au sein du SMEAT, qui remplace Alain Serieys
- de désigner Alain Serieys comme représentant suppléant du Sicoval au sein du SMEAT, qui remplace Jacques Oberti

- d’autoriser le Président ou son représentant à signer tout document afférent et notifier la délibération à l’organisme correspondant.
Le Conseil de Communauté décide à la majorité de ses membres présents d'adopter cette délibération.

Le Président,

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 16/02/2017
L'an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

**Date de convocation** : le 31 janvier 2017

**Étaient présents** :

**Absents excusés** :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

**Pouvoirs** :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSLAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTRE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Accord pour l'approbation du PLU de la commune de Labège

Monsieur le Président expose à l'Assemblée :

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labège a été arrêté par délibération du Conseil Municipal de la commune de Labège le 05 juillet 2016.

Conformément à la procédure, le Sicoval a été saisi au titre des personnes publiques associées afin d'émettre un avis sur le projet de PLU. A ce titre, par délibération en date du 03 octobre 2016, le Conseil de communauté avait émis un avis favorable sur le projet de PLU, assorti de trois réserves :

- **Concernant la programmation de logement sur le secteur de l'Innopole** :

Afin d'accompagner l'aménagement du campus numérique, la construction de logements doit être rendue possible à proximité de ce dernier à court terme et le nombre de logements programmés à cette échéance doit être revu à la hausse.

- **Concernant l'obligation de réalisation d'espaces verts au sein de l'Innopole** :

Afin de prendre en compte la situation des constructions existantes et les différences de taille des parcelles, l'obligation de création d'espaces verts dans l'article 13 de la zone UE doit être adaptée.

- **Concernant l'obligation de réalisation de places de stationnement pour les commerces au sein de la zone UE** :

Le Sicoval souhaite que la dérogation prévue par la loi ALUR permettant de porter à 1 le rapport entre la surface dédiée au stationnement et la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce soit intégrée dans le PLU.

Le PLU de la commune de Labège a été soumis à enquête publique du 28 novembre 2016 au 05 janvier 2017.

Au regard de l'article L 153-18 du code de l'urbanisme, le projet de PLU ayant pour effet de modifier les règles au sein des ZAC de la Bourgade, de l'Hers et de la Grande Borde créées à l'initiative du Sicoval, l'avis du Conseil de Communauté est requis préalablement à l'approbation du PLU par la commune.

La commune de Labège a formulé, dans le dossier soumis à enquête publique, des propositions d'évolution du dossier répondant aux attentes formulées notamment par le Sicoval sous formes de réserves, mais également par les services de l'Etat :

- Évolution de la réglementation des règles de stationnement
- Évolution de la réglementation des espaces verts à créer
- Evolution de l'OAP du secteur Innopole
Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de PLU assorti de 10 réserves et 9 recommandations. Le plus grand nombre étant levées de fait par la commune, au travers des réponses apportées dans le mémoire en réponse communiqué au commissaire enquêteur. La prise en compte des observations des PPA en appliquant les engagements indiqués par la commune sont inscrites parmi ces réserves:

Dans ce mémoire, la commune n’engage que deux évolutions concernant le territoire couvert par les ZAC de l’Innopole. Il s’agit :
- de permettre aux constructions existantes d’évoluer dans les mêmes conditions d’implantation par rapport aux limites séparatives que le bâti existant (article 7)
- de ne plus imposer l’accessibilité de plain pied pour le stationnement des deux roues

Dans ce cadre, au regard :
- du projet de PLU arrêté
- des propositions d’évolutions formulées suite à la consultation des personnes publiques associées et soumises à enquête publique
- de l’avis et des conclusions du commissaire enquêteur

Sous réserve que la commune ne suive pas la recommandation n°6 du commissaire enquêteur et maintienne la légende de l’OAP du secteur de l’Innopole telle qu’elle apparaît dans la note complémentaire aux orientations d’aménagement et de programmation soumise à enquête publique,

le Sicoval émet un avis favorable à l’approbation du PLU de la commune par le Conseil Municipal de Labège.

Le Conseil de Communauté décide à l’unanimité d’adopter cette délibération.

Le Président,
Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS.
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 16/02/2017
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE L'ANIMATION ECONOMIQUE
L'an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

**Date de convocation** : le 31 janvier 2017

**Etaient présents** :

**Absents excusés** :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

**Pouvoirs** :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Objet : Dérogation au travail du dimanche pour les commerces de détail accordée par le maire pour 2017

Monsieur le Président expose à l'Assemblée :

La loi du 6 août 2015 « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » (dite « Loi Macron ») modifie les possibilités de dérogations accordées par le maire pour les commerces de détail.

A partir du 1er janvier 2016, le nombre de dimanches d'ouverture accordés par le maire pourra être porté à 12. La liste des dimanches devra être arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. La décision du maire devra être prise après avis du conseil municipal.

A noter : pour les commerces de détail alimentaire >400m² lorsque les jours fériés sont travaillés ils sont déduits des dimanches du maire dans la limite de 3.

Si le nombre de ces dimanches excède 5, un avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI devra être obtenu. A défaut de délibération de l'EPCI dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, l'avis sera réputé favorable.

Annuellement, et depuis plus de 20 ans, le Conseil Départemental du Commerce (CDC) négocie des accords de limitation des ouvertures dominicales, de manière à harmoniser les positions des maires, organisations patronales et syndicales.

Cette concertation permet une meilleure lisibilité pour le consommateur, créer les conditions d'une saine et loyale concurrence dans le secteur du commerce de détail, notamment sur l’aire urbaine toulousaine, et permet de soutenir les commerces indépendants et de proximité qui ne profitent de ces ouvertures que si toute la profession applique les mêmes règles.

Pour 2017, s'appuyant sur l'accord de bonne conduite du CDC, les communes de Labège et Castanet-Tolosan sollicitent le Sicoval pour avis concernant l'ouverture de l'ensemble des commerces de détail les 10 dimanches suivants :

- 15 janvier : 26 novembre
- 09 avril : 03 décembre
- 02 juillet : 10 décembre
- 03 septembre : 17 décembre
- 22 octobre : 24 décembre

Cet accord ne remet pas en question la dérogation permanente de droit accorde aux commerces de détail alimentaire qui ont la possibilité d'ouvrir le dimanche jusqu'à 13h (article L3132-13 du Code du Travail).
Concernant la dérogation au travail du dimanche pour les commerces de détail accordée par le maire,

Il est proposé:

- de donner un avis favorable aux communes de Labège et Castanet-Tolosan pour les dimanches 15 janvier, 9 avril, 2 juillet, 3 septembre, 22 octobre, 26 novembre et 3, 10, 17 et 24 décembre 2017, celles-ci s’appuyant sur l’accord du Conseil Départemental du Commerce.

- d’autoriser le président ou son représentant à signer tous les actes afférents à ce dossier.

Le Conseil de Communauté décide à la majorité de ses membres présents d’adopter cette délibération.

Le Président,
Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 16/02/2017
INNOVATION ET ACTION SOCIALE
L'an deux mille dix-sept le six février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

**Date de convocation** : le 31 janvier 2017

**Étaient présents** :

**Absents excusés** :
Christine GALVANI - Eric BORRA - Christian HUGUES - Michel LEGOURD - Valérie LETARD - Pierre MULLER - Marie-Ange SCANO - Jacques SEGERIC

**Pouvoirs** :
Bernard DUQUESNOY a donné pouvoir à Jacques OBERTI - Laurent FOREST a donné pouvoir à Roselyne FEYT - Claudia FAIVRE a donné pouvoir à Christophe LUBAC - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - Patrice BROT a donné pouvoir à Frédéric LEGAY - Roselyne BROUSSAL a donné pouvoir à Bernadette SANMARTIN - Maryse CABAU a donné pouvoir à Pierre LATTARD - Marie-Pierre DOSTE a donné pouvoir à Jean CHEVALIER - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Michel INTRAND a donné pouvoir à Alain SERIEYS - Jean-Daniel MARTY a donné pouvoir à François AUMONIER - Claudette SICHI a donné pouvoir à François-Régis VALETTE

Secrétaires de séance : Dominique SANGAY
Nombre de membres : En Exercice : 68    Présents : 48    Voitants : 60

Refus de vote : 0    Contre : 0    Abstention : 0    Pour : 60

Objet : Projet de fonctionnement des Relais Assistants Maternels du Sicoval 2017-2020

Monsieur le Président expose à l’Assemblée :

Les Relais assistants maternels (Ram) sont agrémentes par les Caisses d’Allocations Familiales (CAF) et remplissent des missions essentielles à destination des familles et des assistantes maternelles : information, animation, mise en relation parents/professionnels.


Il est élaboré conjointement par les animateurs et le gestionnaire du Ram avec l’accompagnement de la Caf.

Il est rédigé au regard de la lettre-circulaire de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (Cnaf) du 2 février 2011 qui rappelle le caractère éminemment partenarial du relais dans la mesure où il s’inscrit dans une dynamique territoriale mais également en tenant compte des attentes et des besoins des usagers mais aussi des acteurs en lien avec le Ram, et de l’évaluation du précédent projet pour les renouvellements.

Il s’appuie sur un diagnostic constitué de différentes données relatives au territoire.

La réalisation du contrat de projet conditionne l’obtention de l’agrément Ram auprès de la Caf.

Ce document précise les conditions de mise en œuvre des 4 missions obligatoires des Ram :

- organiser des lieux d’informations sur l’ensemble des modes d’accueil, d’orientation et d’accès aux droits pour les parents, les professionnels et les candidats à l’agrément ;
- animer un lieu où professionnels et parents se rencontrent et s’expriment ;
- contribuer à la professionnalisation de l’accueil individuel ;
- participer à une fonction d’observation des conditions locales d’accueil des jeunes enfants.

Il se compose de trois grandes parties :
- Le diagnostic
- La formalisation du projet
- Le fonctionnement et les moyens alloués au service du projet

Il est proposé :
- de valider le projet de fonctionnement des Ram du territoire pour la période de 2017-2020, joint en annexe

- d’autoriser le Président ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier

Le Conseil de Communauté décide à l'unanimité d'adopter cette délibération.

Le Président,

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 18/02/2017
TRANSPORTS ET
DEPLACEMENTS
L’an deux mille dix sept, le vingt sept février

Les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, à 20 h 30, sous la présidence de Jacques OBERTI.

Date de convocation : le 21 février 2017

Étaient présents :

Absents excusés :
Christine GALVANI - Laurent CLABE NAVARRE - Eric BORRA - André FOURNIE - Christian HUGUES - Dominique SANGAY - Frédéric LEGAY - Patrice ROBERT

Pouvoirs :
Bruno MOIGICATO a donné pouvoir à Georges SALEIL - Mireille GARCIA a donné pouvoir à Arnaud LAFON - Catherine GAVEN a donné pouvoir à Karine ROVIRA - François AUMONIER a donné pouvoir à Jean-Daniel MARTY - Irène BACLE a donné pouvoir à Patrick PARIS - René BAUDOULIN a donné pouvoir à Denis LOUBET - Sylvie BORIES a donné pouvoir à Marc TONDRIAUX - Maryse CABAU a donné pouvoir à Patrice BROT - Claude DUCERT a donné pouvoir à Laurent CHERUBIN - Marie-Thérèse MAURO a donné pouvoir à Béatrix HEBRARD DE VEYRINAS - Marie-Ange SCANO a donné pouvoir à Marie-Pierre DOSTE

Secrétaires de séance : Claudette SICHI
Objet : Avis du Sicoval dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées sur le Projet Mobilités 2020-2025-2030 porté par le SMTC Tisséo

Monsieur le Président expose à l'Assemblée :


Tisséo – SMTC a engagé une première phase de concertation publique qui s’est tenue entre le 7 septembre et le 2 octobre 2015. Le Sicoval a exprimé un avis par délibération du 28 septembre 2015. L’année 2016 a été consacrée à la rédaction du projet ainsi qu’à des phases de concertation diverses avec les différents partenaires (commissions thématiques et territoriales).

Le projet a été arrêté administrativement lors du Comité Syndical du SMTC du 19 octobre 2016. Les représentants du Sicoval auprès du SMTC se sont abstenus aux motifs d’un plan de financement restant à finaliser, notamment les participations des collectivités membres ainsi que la demande d’une desserte équilibrée du territoire du Sicoval particulièrement pour son secteur Sud.

Les prochaines étapes d’élaboration du Projet Mobilités sont les suivantes :
- septembre 2017 : enquête publique ;
- début 2018 : approbation et mise en œuvre.

Par ailleurs, un débat public s’est tenu entre le 12 septembre et le 17 décembre 2016 sur le projet de 3ème ligne de métro (Toulouse Aerospace Express - TAE) organisé par la Commission Nationale du Débat Public. Les premières conclusions du débat ont été exprimées par son Président Jacques Archimbaud lors de la réunion de clôture du 17 décembre, le rapport définitif a été remis le 16 février 2017.


Le débat public sur TAE a constitué une étape majeure du débat sur les mobilités au sein de la grande agglomération toulousaine. Au-delà de la question de l’opportunité de la 3ème ligne de métro, nos concitoyens regrettent le retard de notre agglomération dans la mise en œuvre de solutions capacitaires, innovantes et de mobilité active permettant d’améliorer leur qualité de vie. Le Sicoval a participé au débat par la production d’un cahier d’acteurs dont les éléments sont repris et complétés dans le présent avis.

1. Un accord de principe sur le Projet Mobilités, mais un financement à consolider et des priorités à confirmer.

Le projet de 3ème ligne (TAE) et sa planification opérationnelle ont été le point de départ de la révision du Plan de Déplacements Urbains, dit « Projet Mobilités 2020-2025-2030 ».

Le Projet Mobilités, tel que voté le 19 octobre 2016, intègre les infrastructures métro attendues par le Sicoval pour la desserte de ses parcs d’activités Nord. Ces infrastructures prolongent le réseau structurant métropolitain et confortent le sud-est toulousain comme porte d’entrée de l’agglomération. Ces équipements ont fait l’objet d’intenses discussions entre exécutifs après l’abandon, par la majorité du SMTC, du projet initial de prolongement de la ligne B (PLB) défendu
historiquement par le Sicoval.

Le Projet Mobilités intègre également d’autres projets de transports en commun ou de mobilité alternative répondant à la diversité des besoins de la métropole et du Sicoval.

a. La desserte de Labège-Innopole, parc d’activités d’intérêt régional, par TAE.

Dès les premières réflexions sur TAE, le Sicoval s’est montré ouvert et intéressé par ce projet ambitieux.


Par ailleurs, il serait préjudiciable de ne pas conserver d’emprise pour permettre le passage à 4 voies de la ligne ferroviaire sud-est (Montaudran / Villefranche-de-Lauragais). N’oublions pas que ce projet a été « fléché » comme nécessaire dans le cadre de la future liaison ferroviaire grande vitesse Toulouse-Narbonne. La fusion des Régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon pourrait le réactiver.

Le Sicoval souhaite que TAE s’adapte et prenne en considération les études déjà réalisées, notamment en ce qui concerne la création de la halte de Labège - La Cadène par la Région et SNCF Réseau.

La synthèse du débat public sur la 3ème ligne :

Comme indiqué précédemment, le compte rendu final du débat public sur la 3ème ligne de métro a été remis le 16 février 2017. Ce débat a réuni près de 3 000 participants dans le cadre de 80 rencontres publiques. Les divers réseaux sociaux ont également permis une large diffusion et une interaction forte avec le grand public.

Le contexte du débat a été le suivant : peu d’interférences partisanes, une maîtrise d’ouvrage très impliquée, une mobilisation importante des acteurs, un calendrier difficile à appréhender par le grand public du fait de la concomitance des différentes concertations (notamment relatives au Projet Mobilités).

Le diagnostic global a été partagé par les participants : une agglomération qui connaît une forte augmentation démographique, la réalité de l’étallement urbain, une situation de thrombose routière et une faible part des transports en commun dans les déplacements domicile – travail.

Il est rappelé que certaines collectivités et notamment le Sicoval, se sont fortement impliquées dans le débat en particulier pour mettre en discussion les clés de répartitions financières.

Les questionnaires renseignés par le grand public (près de 5 000) ont démontré la prioritée donnée à la 3ème ligne en mode métro (vitesse commerciale et capacité importantes) pour améliorer la desserte des zones d’emplois. De plus, l’importance des extrémités Colomiers et Labège, est soulignée tout comme l’importance de la connexion avec le prolongement de la ligne B. (p 43, question 2 : 58% des répondants sont d’accord avec l’affirmation : « la 3ème ligne doit absolument desservir Labège », 54%
sont d'accord avec l'affirmation : « La 3ème ligne doit absolument être connectée avec un prolongement de la ligne B ».

Si la solution métro est plébiscitée, le débat a mis en lumière des doutes sur les rabattements (cadencement des TER), sur l'efficacité du bouquet Linéo (pas de régularité en absence d'aménagements en sites propres), sur la capacité des parkings relais existants. Ainsi, certains participants privilégient une densification du maillage des transports à la création d'une 3ème ligne de métro.

La desserte des grands pôles a été interrogée : notamment la gare Matabiau et l'aéroport. Matabiau est un site d'interconnexion majeur (lien ferroviaire avec arrivée souhaitée de la LGV, accès au réseau urbain). La desserte de l'aéroport revêt une grande importance en particulier pour les milieux économiques. Les citoyens la conditionnent à une contribution du gestionnaire.

Par ailleurs, les collectivités et le grand public qui ne disposeraient pas d'une desserte directe, s'interrogent sur les rabattements, l'interconnexion des différents réseaux et souhaitent que soit privilégié un développement polycentrique de la métropole.

Différentes alternatives à la 3ème ligne de métro ont été proposées par divers collectifs / associations / partis politiques : poursuite du maillage tram - bus, amélioration de l'étoile ferroviaire assortie d'un maillage complémentaire, desserte des quartiers plus denses par la 3ème ligne (secteur nord-est).

Concernant la desserte de Toulouse, un débat en lien avec le projet urbain métropolitain s'est tenu : faut-il desservir les secteurs denses ou les secteurs à densifier ? Comment garantir les mixités fonctionnelles, sociales et la répartition homogène des équipements publics ?

Une expertise indépendante a confirmé les simulations de trafic de la 3ème ligne (200 000 voyageurs / jour) en précisant que les hypothèses de développement urbain ont été prudentes et en relevant la pertinence du modèle utilisé.

A ce stade des études, le coût du projet pourrait évoluer à la hausse ou à la baisse. Pour certains participants, le coût apparaît comme sous-estimé. Le risque principal mentionné est que ce projet engloutisse les financements dédiés au Projet Mobilités en cas de dérive des coûts ainsi que les conséquences éventuelles sur la tarification des transports en commun et sur la fiscalité. Il est souhaité que de nouveaux modes de financement soient étudiés et que des dispositifs législatifs spécifiques puissent être mis en œuvre (cf. Grand Paris express).

Certains participants au débat ont évoqué la possibilité d'un phasage en cas d'impasse financière, par exemple en commençant par le tracé Matabiau – Colombiers, en poursuivant par le prolongement de la ligne B puis en achevant la 3ème ligne au Sud. La traduction serait potentiellement un coût global plus important et la définition d'une tranche fonctionnelle constituant un projet en soi. Par ailleurs, le fait de commencer par une tranche pourrait compromettre l'alliance politique autour du tracé.

Les impacts sur l'environnement ont été peu débattus. Une attention particulière devra être apportée à la qualité de l'air, aux risques technologiques, aux sites et sols pollués, aux risques d'inondation, à la préservation de la biodiversité et des paysages. Les coupures urbaines (la 3ème ligne serait à 60% en souterrain et 40% en viaduc ou au sol) sont également pointées comme des impacts paysagers.

Le Sicoval approuve les recommandations émises par la Commission en particulier :

- un portage politique du projet à mieux partager, impliquant plus fortement les élus concernés sur l'ensemble du périmètre. Le Président du SMTC a annoncé lors du rendu du rapport que ce portage pourrait être assuré dans le cadre d'une conférence des exécutifs renforcée ;

- une meilleure articulation des diverses concertations pour une meilleure compréhension des processus administratifs par le grand public, la prochaine étape importante étant l'enquête publique sur le Projet Mobilités qui devrait se tenir en septembre 2017 ;
- la poursuite de la dynamique de participation. La commission préconise en particulier l’instauration d’un panel test de citoyens, l’ouverture d’une Maison du projet, la mobilisation des 3 Codev jusqu’à l’enquête publique sur le PDU avec les moyens nécessaires. Par ailleurs, un garant post débat public pourrait être nommé avec l’accord du maître d’ouvrage. Son rôle serait de poursuivre le dialogue, demander des expertises complémentaires (son rapport serait joint au dossier d’enquête publique). Le Président du SMTC a annoncé en séance son accord pour la nomination d’un garant par la commission du débat public ;

- la création d’un Conseil Scientifique pour mieux donner accès aux données de mobilité et étudier les solutions alternatives énoncées lors du débat en lien avec les Codev ;

Suite à la remise de ce rapport, le SMTC a 3 mois pour décider de la poursuite du projet.

b. Interconnexion entre la ligne B et TAE, du terminus de la ligne B (Ramonville Saint Agne) à la future station INPT.

Cette interconnexion a pour objectif de desservir, par une infrastructure de transport lourde sans rupture de charge, le Parc Technologique du Canal (implanté sur Toulouse et Ramonville Saint Agne) et Labège Enova Toulouse, via le franchissement du Palays, fonctionnalité historique liée à l’attractivité du corridor de la ligne B (cf. enquêtes ménages). Cette interconnexion permettrait de proposer un maillage pertinent aux usagers du sud de l’agglomération toulousaine.

Des études sont prévues par le SMTC pour déterminer les caractéristiques de cet ouvrage et l’offre de transport associée.

L’Etat, les Conseils Régional et Départemental, déjà impliqués sur le PLB, ont reconduit leurs efforts de soutien financier pour réaliser cette interconnexion. Pour rappel, l’Etat s’est engagé à apporter 35 M€, les travaux devant démarrer avant la fin 2017. Si cette interconnexion n’est pas confirmée rapidement, ce financement sera perdu.

Ne pourrait-on pas également valider les autorisations et les démarches administratives menées dans le cadre du PLB ?

Indépendamment de l’arrivée de TAE, le Sicoval souhaite que la ligne B (pour laquelle 15 M€ ont déjà été engagés dans le cadre des études détaillées) soit prolongée jusqu’à la future station INPT, lieu d’interconnexion.

c. Les projets de transports principaux ou de mobilité alternative inscrits au Projet Mobilités et concernant plus précisément le territoire du Sicoval

Action 1 : Faire la 3\ème ligne de métro / p97
Action 2 : Doubler la capacité de la ligne A du métro / p 98
Action 3 : Interconnecter la ligne B à TAE / p 100
Action 5 : Faire la ceinture Sud / p 104
Action 7 : Développer le réseau Linéo

La mise en service de Linéo 6 (Ramonville métro – Castanet) est prévue en septembre 2017. Le prolongement de Linéo 6 est prévu à l’horizon 2025 selon le développement du territoire et notamment la création du quartier durable La Maladie à Castanet.
Action 8 : Hiérarchiser le réseau bus / p112

Développement du réseau Optimo : ces lignes transversales sont connectées à des pôles d'échanges, desservent les secteurs économiques et peuvent bénéficier de facilité de circulation. Une ligne Optimo entre Labège et Castanet est inscrite à l'horizon 2030 en lien avec la création du quartier durable La Maladie à Castanet.
Une ligne Optimo entre Escalquens et Labège est inscrite à l'horizon 2025.

Action 9 : Adapter le réseau bus aux territoires / p 115

A ce titre, le Sicoval souhaite que l’offre actuelle en transports en commun de la zone périurbaine puisse être améliorée en l’adaptant aux besoins de mobilité croissants des territoires dans une logique de service social aux habitants et de couverture territoriale. Des solutions de nouvelles mobilités (covoiturage instantané) pourraient être mises en œuvre en complément ou pour les secteurs non desservis.

Action 13 : Préparer l’avenir dans l’organisation des chaînes de mobilité / p 122

La commune de Labège et en particulier le parc d’activités Labège Enova Toulouse, est retenue par le SMTC pour l’expérimentation d’une navette autonome.

Action 14 : Mettre en œuvre d’un schéma directeur cyclable d’agglomération volontariste / p 126

Sur le volet services vélo, le SMTC s’est engagé par courrier auprès du Sicoval pour étudier la faisabilité technique et économique d’un service de location de vélos sur le ressort territorial du SMTC. Le Sicoval est particulièrement intéressé par ces services pour ses zones d’activités Nord en lien avec la mutation de la Maison de la Mobilité en Maison du Vélo évoquée plus avant. Le Sicoval va engager une étude plus locale, qui menée conjointement à celle du SMTC, pourrait définir les conditions de l’expérimentation d’un nouveau service de location de vélos sur Innopole et le Parc technologique du canal.

Action 21 : S’engager sur la cohérence urbanisme / mobilités / p 144

Action 22 : Mettre en œuvre des pactes urbains sur les territoires déjà desservies ou pour lesquels des projets de desserte en transports en commun sont programmés / p 146

La démarche de pacte urbain devra être déclinée notamment pour le contrat d’axe signé n°9 relatif au Prolongement de la ligne B.
Un pacte urbain devra également être mis en œuvre pour le projet de Connexion ligne B, pour le projet de desserte Sud du territoire par une ligne express et pour Linéo 6.

Action 24 : Améliorer l’accessibilité et la desserte des zones économiques (amélioration de la ligne 79 par exemple) / p 150

Action 29 : Dynamiser l’usage de la voiture partagée / 162

Le développement du covoiturage et des spots covoiturage (points de prise en charge sécurisés) est prévu. Figure en projet, sur le Sicoval, le développement des spots covoiturage sur les axes RD16 et RD813 (axe RD2 déjà réalisé).

Action 30 : Accompagner et favoriser l’essor de l’électromobilité / p 164

Action 34 : Accentuer le report modal en amont des zones de congestion / p 172

Redonner la priorité aux usagers des transports dans les P+R, étendre l’offre existante.
Par ailleurs, le SMTC s'est engagé par courrier auprès du Sicoval à intégrer au projet Mobilités une action relative au déploiement d'une ligne express connectée au réseau urbain structurant. Pour rappel, le Sicoval souhaite que le sud de son territoire (Ayguesvives, Baziège, Montgiscard) soit desservi par une ligne express qui pourrait être mutualisée avec la ligne Hop 3 (Nailloux) exploitée par le Conseil Départemental.

d. Un plan de financement à consolider

Aujourd'hui, l'offre de déplacement sur le Sicoval est entièrement financée par des ressources issues de son territoire (Source SMTC). Les dépenses d'exploitation du réseau sont compensées par le « versement transport » des entreprises de la Communauté d'Agglomération (12,3 M€ en 2014), les recettes commerciales (1,8 M€) et la contribution du Sicoval (1,06 M€ en 2014).

Pour réaffirmer son volontarisme en matière de développement des transports collectifs, le Sicoval souhaite changer de paradigme en matière de financement en revoyant le mode de participation imaginé pour financer le PLB. Ce financement pourrait consister en une augmentation de la contribution du Sicoval en montant et dans la durée, conditionnée à la réalisation effective des infrastructures priorisées par le Sicoval.

Notre Communauté d'Agglomération souhaite cependant que les contributions supplémentaires demandées :

- soient conformes à une approche solidaire des déplacements sur le territoire de Tisséo SMTC prenant en compte notamment la répartition des déplacements domicile-travail pour l'affectation du versement transport aux différents projets ;

- soient adaptées à la capacité contributive des collectivités membres.

L'absence de financement du SMTC sur les dessertes aux extrémités de TAE (Labège, Colomiers), ainsi qu'à l'interconnexion entre la ligne B et l'INPT serait une novation rompant l'égalité de traitement des territoires membres d'un même syndicat. Les fondements même du syndicat mixte ne seraient plus respectés : seules les collectivités qui pourront financer leurs projets seront desservies efficacement. Cette remise en cause de la mutualisation du financement pose la question centrale de la pérennité du syndicat et du ressort territorial. Si cette nouvelle doctrine devait être confirmée, le Sicoval souhaite pouvoir décider de l'affectation des ressources qu'il aura mobilisées selon le principe : « qui paye, décide ».


Ci-dessous : comparaison des coûts (source SMTC) des projets TAE et PLB (Ramonville-Inpt) pour le territoire du Sicoval et répartition des financements des principaux partenaires.
 Pour rappel, le coût du prolongement de la ligne B s'élevait à 373,9 M€ (valeur 2011) – Source Dossier d'enquête publique.

2. L'urgence de proposer des solutions de déplacement pour les habitants et les salariés de notre agglomération.

Les réunions organisées dans le cadre du débat sur la 3ème ligne l'ont bien montré : la perspective de réalisation de TAE, infrastructure majeure du Projet Mobilités, reste lointaine et hypothétique pour les participants. Les débats ont souvent été occultés par des sujets plus proches de leurs préoccupations actuelles : le développement des pistes cyclables et des services associés, la tarification... Le débat public a dépassé son objet initial, un véritable débat sur les mobilités s'est tenu à l'échelle de l'agglomération.

Au-delà des nécessaires solutions capacitaires de transports en commun, longues à mettre en œuvre, le Sicoval propose que des solutions immédiates d'écomobilité (location de vélos, covoiturage et autopartage dans les zones d'activités, aires de covoiturage...) soient intégrées dans la feuille de route du SMTC et rapidement mises en œuvre.

A ce stade du projet Mobilités, ces actions pourraient être facilement développées et trouver un écho favorable auprès des habitants. Les initiatives telles que le Pass Ecomobilité (abonnement intégrant toutes les solutions de déplacement) sont louables, mais restent trop confidentielles.

Par ailleurs, le Sicoval et le SMTC sont partenaires de la Maison de la Mobilité de Labège qui informe, depuis 10 ans, sur les modes alternatifs à la voiture solo : transports collectifs, covoiturage, vélo... Le Sicoval souhaite que le SMTC étudie la mutation de cet équipement public en Maison du Vélo.

En effet, avec une desserte de Labège-Innopole par TAE repoussée à 2024, les problématiques de mobilité déjà dénoncées par les entreprises et les salariés sur le secteur ne vont pas diminuer. Cette Maison du Vélo pourrait être dupliquée sur d'autres stations de TAE, créant une véritable offre de vélos en location gérée par le SMTC. Cette action ne sera possible que si le SMTC se transforme véritablement en Autorité Organisatrice de la Mobilité.
3. Une nécessaire coordination approfondie des Autorités Organisatrices de la Mobilité

Le débat public sur TAE a montré concrètement la nécessité de développer le travail des 3 autorités organisatrices de la mobilité de la grande agglomération (SMTC, Conseil Régional, Conseil Départemental) avec les collectivités concernées. La mutualisation des offres, les points d’interconnexion, les financements croisés, la tarification... sont autant de sujets à traiter ensemble pour la réussite de TAE et du Projet Mobilités. L’ensemble des réseaux doivent être optimisés pour maîtriser les dépenses d’exploitation et d’investissement des autorités organisatrices. A cet égard, le SMTC s’est engagé à étudier la mise en place d’une ligne de bus express entre le Sud du Sicoval et le réseau structurant urbain. Par ailleurs, l’accent est mis sur l’intérêt d’une meilleure coordination des offres, projets et tarifications entre les réseaux ferroviaire et urbain pour proposer aux usagers du sud est toulousain une offre plus intégrée.

4. La mise en œuvre et le suivi du Projet Mobilités

Pour répondre à l’urgence et retrouver la confiance du grand public, les projets qui sont techniquement prêts doivent être engagés rapidement : l’interconnexion de la ligne B de Ramonville à l’INPT doit être lancée au plus tôt, quel que soit le calendrier de réalisation de la TAE.

Par ailleurs, le Sicoval souhaite que dans la mise en œuvre du Projet Mobilités, un suivi des actions soit assuré et disponible pour les collectivités membres du SMTC permettant notamment de connaître l’état d’avancement des actions ainsi que leurs échéances de mise en œuvre.

Le débat public sur TAE a montré une forte lassitude des habitants de l’agglomération face à la non-réalisation de projets pourtant inscrits dans les documents de planification.

De plus, étant données les perspectives annoncées de développement démographique de l’agglomération et des déplacements associées, une attention doit être portée à l’évolution des réseaux à des échéances plus lointaines que le Projet Mobilités (2040 2050).

Il est proposé :

- de donner un avis favorable sur le Projet Mobilités 2020 – 2025 – 2030 sous réserve de la prise en compte des remarques formulées dans la présente délibération et en particulier :

  - la desserte du Nord du Sicoval par TAE et par la Connexion Ligne B ;

    il est souhaité que TAE soit réalisée sur l’itinéraire historique du PLB de l’INPT jusqu’au terminus de Labège La Cadène en cohérence avec le projet urbain Labège Enova Toulouse, et que la ligne B soit prolongée, jusqu’à la station INPT, lieu d’interconnexion, sans rupture de charge en mode métro ;

  - la mise en œuvre rapide des projets prêts à être engagés, en particulier le prolongement de la ligne B jusqu’à la station INPT quel que soit le calendrier de réalisation de TAE ;

  - la desserte du Sud du Sicoval par une ligne express connectée au réseau urbain structurant ;

  - la soutenabilité financière du Projet Mobilités pour les collectivités membres du SMTC, conforme à une approche solidaire des déplacements et équitable en matière de versement Transport,

  - le prolongement de Linéo 6 à l’horizon 2025, selon le développement du territoire et notamment la création du quartier durable La Maladie à Castanet ;

  - le développement du réseau Optimo entre Escalquens et Labège et entre Castanet et Labège ;
- l'amélioration de la desserte périurbaine ;

- le développement des services de location de vélos dans les parcs d'activités en lien avec la mutation de la Maison de la Mobilité de Labège en Maison du Vélo ;

- la mise en œuvre des pactes urbains relatifs à la desserte Nord métro, la ligne express Sud et Linéo 6 ;

- la poursuite et l'amplification des actions d'Ecomobilité ;

- la coordination approfondie des Autorités Organisatrices de la Mobilité.

- de transmettre le présent avis à M. le Président du SMTC – Tisséo.

Le Conseil de Communauté décide à la majorité de ses membres présents d'adopter cette délibération.

Le Président,

Jacques OBERTI

AINSI FAIT ET DELIBERE LES, JOUR, MOIS, ET AN QUE DESSUS
AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le
Publié ou notifié le 28/02/2017